

Bruno Odent

# Allemagne

## L'agonie de la grande coalition

*La longue période Merkel fut surtout celle de l'alliance entre les deux grands partis CDU/CSU et SPD. Un pacte au sommet destiné à ouvrir une voie politique délicate à la mutation brutale de l'ex-capitalisme rhénan vers un modèle très inspiré par la finance à l'anglo-saxonne, au prix de réformes antisociales et de scandales politico-financiers retentissants. La brutalité de la secousse a été telle qu'elle a miné la crédibilité des deux ex poids lourds du spectre politique national. À la veille de l'élection du Bundestag du 26 septembre, l'un et l'autre sont durement frappés. Au point de ne plus rassembler ensemble une majorité de suffrages. Pour qui sonne le glas de ce type de gouvernement ?*

La fin d'une époque se dessine en Allemagne. Angela Merkel, quatre mandats, 16 ans au pouvoir est généralement célébrée comme un phénomène d'endurance politique. Non sans quelques raisons, elle qui aura croisé quatre présidents français. Toutefois l'ère qui s'achève après l'élection du Bundestag du 26 septembre n'est pas seulement celle d'une femme d'État au pragmatisme redoutable. Elle est surtout marquée par l'agonie de la grande coalition, ce mode de gouvernance consensuelle qu'incarne la chancelière partante, elle qui aura passé trois de ses quatre mandats (12 ans) à la tête de ce type d'attelage rassemblant l'Union chrétienne démocrate (CDU) et le parti social-démocrate (SPD).

Les deux partis coalisés sont en grandes difficultés. Voire en crise ouverte. Ils dominaient outrageusement jadis l'échiquier politique, réalisant à eux deux jusqu'à plus de 80 % des voix dans le système de l'Allemagne occidentale transposé à toute l'Allemagne après la réunification. Ensemble, ils sont désormais donnés largement sous la barre des 50 % par tous les sondages. C'est dire que même s'ils

le voulaient, les deux protagonistes n'auraient plus les soutiens nécessaires au Bundestag pour constituer un gouvernement.

Le candidat de la CDU, Armin Laschet, part favori pour s'installer dans le fauteuil d'Angela Merkel. Mais son parti, s'il reste en tête, n'était plus crédité en août que de 22 % à 25 % des suffrages, soit un score qui enfoncerait le plus bas historique enregistré en 2017 (32,9 %). Le SPD est aussi dans une posture difficile. Il était donné en août entre 19 % et 23 % des suffrages, soit à peine au-dessus du plus bas historique enregistré en 2017 (20,5 %)...

Qu'on y voie l'art de gouverner « au-dessus des partis » ou de s'en remettre à une union nationale, le choix s'est imposé en dépit d'alliances alternatives potentielles, à gauche en 2005 et en 2013 ou avec les Verts et les libéraux en 2017, comme meilleur moyen politique d'accompagner la mutation du capitalisme rhénan après la secousse de la « réunification », pour l'adapter au grand large de la finance anglo-saxonne. L'ex-chancelier Gerhard Schröder avait lancé le processus de destruction/adap-

tation du vieux modèle avec son « agenda 2010 », ses contre-réformes Hartz, dérégulant le Code du travail, et celles torpillant les normes qui organisaient jadis d'étroites relations entre banque et industrie.

Le choc fut considérable sur une « économie sociale de marché », fondée sur le partenariat social, des inégalités moins crasses qu'en d'autres lieux, des syndicats jadis forts, un système dual de formation performant, un niveau de salaires et de protection sociale élevé. Massivement ébranlée, précarisée, financiarisée, la société allemande ne l'a toujours pas digéré.

### Le déclin des grands partis

Si Armin Laschet peut espérer s'emparer du poste suprême, la droite chrétienne démocrate, formée par l'alliance de la CDU et de la CSU bavaroise, est profondément affaiblie et divisée. La ligne politique d'Angela Merkel y fut de plus en plus ouvertement contestée. Une aile nationale-libérale virulente s'est fait entendre en interne, obligeant la chancelière à quitter la présidence de la CDU en 2019 et à annoncer son départ, quoi



qu'il arrive en 2021, pour éviter d'être débarquée avant terme. Et Laschet, présenté comme le «continueur naturel» de la chancelière, ne s'est qualifié que d'un cheveu, comme candidat à sa succession, après avoir été contesté jusqu'en avril, cinq mois avant le scrutin, comme tête de liste par Markus Söder, le chef de file de la CSU bavaroise. Lequel dénonça ouvertement les «ouvertures» de la Chancelière en matière d'accueil des réfugiés, disqualifiées comme un «dangereux laxisme», prit plus que des distances avec le plan de relance européen de 750 milliards d'euros, financé par une mutualisation partielle de la dette au sein de l'UE, présentée comme une «prime à la mauvaise gestion» des cigales du sud de l'Europe. À la suite de ce très rude combat des chefs qui se solda par un laborieux compromis en faveur de Laschet, un retentissant scandale de corruption abîma encore davantage l'image de la CDU/CSU. Des députés et des élus chrétiens ont alimenté une défiance croissante de l'opinion pour l'exécutif sur le dossier pourtant plutôt bien maîtrisé initialement de la pandémie. Eux qui n'ont pas hésité à s'enrichir à millions en profitant de la crise du Covid-19 et de leurs relations avec plusieurs fabricants de masques...

Pour le partenaire SPD, le bilan de la grande coalition est également très lourd. Le parti est tiraillé entre une aile qui revendique un retour du parti à ses fondamentaux sociaux, quitte à se distancier fortement des réformes «pro business» du chancelier Schröder et à mettre ouvertement en cause la poursuite de la

participation à la coalition gouvernementale. À la surprise générale, à son congrès de 2019 le tenant de la ligne incarnant l'héritage du «schröderisme», en la personne du ministre des Finances, Olaf Scholz, a échoué à prendre la tête du parti. Il fut battu par un binôme beaucoup plus à gauche formé par Norbert Walter-Borjans et Saskia Esken. Seulement quelques mois plus tard, un étrange compromis était adopté sous couvert de préserver l'unité menacée de la formation. Et Scholz ressuscité allait pouvoir devenir dès l'été 2020 le candidat à la chancellerie de la social-démocratie, moyennant son engagement sur un programme dénonçant la poursuite de l'ubérisation de la société ou même la précarisation massive directement déduites des lois Hartz. Scholz devait mettre sa notoriété au service d'une ligne régénérant les fondamentaux sociaux du parti. Il est à la peine. Même s'il semble profiter de sa stature d'homme d'État, en lien avec une relative présidentialisation du scrutin, dans l'épisode de la débâcle afghane qui secoue beaucoup la société allemande.

### La tentation Atlantiste

De retentissants scandales politico-financiers ont jalonné la fin de l'ère Merkel. Wirecard ou Cumex sont leur nom. Les dirigeants de feu la société, devenue l'un des champions des transactions en ligne et du Dax 30 de la bourse de Francfort, ont joué de toutes les combines de l'économie financiarisée avant que ne soient découvertes leurs giga-

malversations. Les deux partis de la grande coalition y ont laissé beaucoup de crédit. Comme dans l'affaire Cumex dont on vient tout juste de connaître un épilogue qui met en scène des aigrefins de la finance et de l'optimisation fiscale ayant fait perdre plus de 35 milliards d'euros au fisc allemand (et plus de 20 milliards aux partenaires européens dont la France) en exploitant notamment les failles des échanges sur le marché du carbone.

La politique post-Merkel, fût-elle orchestrée par le «continueur» Laschet ou par son challenger Scholz, va devoir ouvrir un nouveau chapitre. L'influence gagnée par Wall Street ces dernières années va-t-elle se doubler d'un renforcement de l'atlantisme de Berlin? La Chancelière fut la première chef d'État du vieux continent reçue par le président états-unien, Joe Biden: un signe de fortes convergences stratégiques. Des contradictions fortes demeurent néanmoins. Washington semble prêt à renoncer à ses pressions contre le gazoduc Nord Stream 2, en cours d'achèvement, qui doit garantir une arrivée directe du gaz naturel russe sur le territoire allemand. Un besoin énergétique majeur pour Berlin, pointé comme le premier émetteur de CO<sub>2</sub> du continent en raison d'une production d'électricité qui a tourné le dos au nucléaire non émetteur de gaz à effet de serre et se trouve ainsi très dépendante du charbon et du lignite. Le gaz naturel qui pollue, mais moins, est considéré comme le seul moyen d'améliorer les performances énergétiques, environnementales et climatiques du pays.

L'administration Biden a fait comprendre qu'elle serait prête à passer l'éponge sur Nord Stream 2. Mais en échange d'un alignement sans réserve sur l'offensive antichinoise de Washington. Problème pour Berlin : la Chine est devenue depuis plusieurs années le premier partenaire commercial de l'Allemagne, loin devant les Pays-Bas et les États-Unis. Sous l'impulsion de la Chancelière, Bruxelles a négocié avec Pékin une prochaine entrée en vigueur d'un accord UE/Chine sur les investissements. La décision heurte Washington et toute la communauté atlantiste européenne. Le candidat Laschet, sur la défensive, invoque le retour d'un pacte transatlantique de libre-échange qui aurait vocation à compenser la baisse d'intensité souhaitée des échanges germano-chinois. Le nouveau pouvoir allemand pourrait ainsi pousser l'Union Européenne (UE) à intégrer pleinement la croisade antichinoise pilotée par Joe Biden. Au risque de malmenier l'introuvable autonomie eu-

ropéenne brandie par le président français, Emmanuel Macron. Le poids du lobby atlantiste est très fort outre-Rhin. Et parmi les partis susceptibles d'entrer dans une coalition gouvernementale avec la CDU de Laschet ou le SPD de Scholz au lendemain du scrutin, les libéraux démocrates (FDP) comme les Verts ont adopté des positions pas vraiment circonstanciées sur le sujet. Annalena Baerbock, la candidate des Verts, en seconde position dans les sondages, n'hésite pas à se faire plus bideniste que Biden lui-même à propos du gazoduc Nord Stream 2. (lire ci-contre). Un retour accentué de l'Allemagne dans le giron atlantique ne manquerait pas de renforcer le délitement déjà observable de l'UE. L'influente mouvance nationale-libérale pourrait monter encore le ton outre-Rhin contre ces « partenaires européens » accusés de vivre sur le dos des épargnants allemands grâce aux largesses de la BCE. Jusqu'à plaider que l'Allemagne, devenue moins tributaire commercialement de

ses voisins européens, se tourne toujours davantage vers le grand large occidental, en retrouvant le Deutsche Mark ou en créant un « euro du Nord » avec des partenaires sélectionnés comme les Pays-Bas ou la Finlande. Ce scénario « souverainiste » noir n'est pas le plus immédiatement probable. Les positions du plus fervent partisan de cette ligne monétariste-nationaliste, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), le parti d'extrême droite, semblent s'être effritées. Il n'empêche : le favori Armin Laschet comme son challenger n'en sont pas moins confrontés à une exacerbation des pressions national-libérales jusque dans son propre camp. L'intransigeance du premier sur une rupture avec le « quoiqu'il en coûte » de la pandémie au niveau européen et pour un retour rapide à la discipline austéritaire de Maastricht, dans la présentation de son programme en juin, en est l'une des conséquences les plus visibles. Ce qui pourrait ébranler un peu plus l'intégrité déjà très malmenée de l'UE.



## À Berlin se joue la bataille des loyers avec Die Linke

En même temps que les élections jumelles pour le renouvellement du Bundestag et du parlement du Land aura lieu le 26 septembre à Berlin un troisième scrutin, un référendum d'initiative populaire portant sur le passage sous contrôle public (communalisation) de l'immense majorité des logements. Ce vote est le couronnement d'une initiative citoyenne baptisée « exproprier Deutsche Wohnen et compagnie », du nom de la plus grosse société immobilière privée de la ville (110000 logements), détenue en bonne partie par le géant états-unien BlackRock. Lancée en 2018 elle vient de recueillir fin juin dernier quelque 350000 signatures – soit bien au-delà du quorum lé-

gal fixé à 170000 (environ 10 % du corps électoral berlinois). Les associations de locataires berlinoises, réunies dans cette initiative, sont mobilisées contre l'explosion du prix de loyers qui ont souvent doublé sur dix ans. Ils ont trouvé à leurs côtés le parti Die Linke. Au sein du gouvernement de gauche du Land (SPD/Verts/Die Linke) celui-ci avait négocié l'instauration d'un plafonnement des loyers à partir de 2020 qui a conduit à une baisse sensible des loyers pour des dizaines de milliers de foyers berlinois. Malheureusement, cette décision a été invalidée à la mi-avril 2021 par la Cour constitutionnelle de Karlsruhe après un recours déposé par la droite et l'extrême droite. Au prétexte qu'une telle mesure ne pouvait être prise qu'au niveau fédéral et non à celui du Land.

La Bürger Initiative (initiative citoyenne) qui rassemble la plupart des syndicats, et associations progressistes de la ville ne s'est alors pas avouée vaincue. Elle a poursuivi avec Die Linke la collecte de signatures pour le référendum. Et en dépit des conditions rendues difficiles par le Covid-19, elle a recueilli haut la main les signatures nécessaires.

N.B.: Sebastian Scheel, le ministre Die Linke du Logement du Land de Berlin sera présent à la fête de l'Humanité où il participera, aux côtés d'une représentante de l'association citoyenne berlinoise pour « l'expropriation de Deutsche Wohnen and co », à un débat sur les batailles contre l'explosion du prix des loyers en Europe avec Ian Brossat, adjoint PCF au logement de Paris.